

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 27 novembre 2019

Objet n° 25 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; MM. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksai, Échevins; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, M. Michel De Herde, Échevins; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, M. Thomas Eraly, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, M. Quentin van den Hove, Mme Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint.

ABSENTS: MM. Emin Ozkara, Taoufik Ben addi, Mme Claire Geraets, M. Yusuf Yildiz, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement - Exercices 2020 à 2024 - Renouvellement et modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 38 voix contre 5 et 0 abstention(s).

Vu la délibération du 17 décembre 2014 votant le règlement taxe sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement pour les exercices 2015 à 2019;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des Communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant qu'au-delà du principe budgétaire ci-dessus énoncé, le taux de la taxe annuelle se justifie par les coûts liés aux mesures de surveillance particulière et de contrôle spécifiques par les services de police qu'engendre cette activité d'une part et ceux liés à davantage d'interventions des services communaux en matière de propreté et de sécurité publiques d'autre part ;

Considérant que ce genre d'établissements génère des nuisances importantes : arrivées et départs bruyants des clients, stationnement anarchique aux abords, bouteilles cassées et autres déchets en pagaille dans les environs immédiats ; que ces différents éléments entraînent des coûts importants pour la surveillance et le nettoyage du domaine public ; qu'il paraît équitable de reporter une partie de ces coûts sur les gestionnaires des phone shops ;

Considérant qu'un excès des « phone shops » nuit à la qualité et à l'attractivité du commerce et que cette spirale descendante doit être maîtrisée par des actions ciblées visant à modifier la diversité et la qualité des magasins. Que donc la taxe et plus particulièrement la taxe d'ouverture ont été instaurées dans le but de réguler le nombre de ces établissements ;

Considérant que les recettes en résultant contribueraient aux coûts de la lutte contre les nuisances et permettraient de mener une politique économique locale réfléchie dans les centres commerciaux ;

Considérant que les propriétaires des lieux doivent être conscients du fait qu'ils assument une grande coresponsabilité en louant leur bien pour des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la propreté et portent atteinte à l'image du commerce. Ils sont donc solidaires et indivisibles pour le paiement de la taxe ;

Considérant que si l'obligation de déclaration et autres démarches ne sont pas respectées (absence de

déclaration spontanée endéans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale ou de déclaration incomplète ou inexacte), il convient de soumettre le redevable à un enrôlement d'office avec une majoration de 50% de la taxe pour assurer l'effectivité de cette taxe ;

Enfin, l'exonération consacrée à l'article 7 se justifie au regard des missions de services publics que doit fournir tout opérateur assurant le service universel lequel service est conditionné par 4 principes : l'universalité (offre de service à tous à des prix accessibles), l'égalité (absence de discrimination notamment tarifaire sur base de la localisation par exemple), la continuité (permanence du service) et l'ubiquité (offre sur l'ensemble du territoire)

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2019 et le dossier administratif, lequel reprend notamment le règlement antérieur taxant les établissements qui mettent des appareils de télécommunication, à la disposition du public, contre paiement ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2020 à 2024 une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe annuelle sur les établissements situés sur le territoire de la commune de Schaerbeek qui mettent des appareils de télécommunication, à la disposition du public, contre paiement.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique. (C'est-à-dire : Téléphone, fax, modem, vidéoconférence, etc)

Article 3

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle sont dues par l'exploitant du commerce. Le propriétaire du fonds de commerce et le propriétaire du bien sont responsables de façon solidaires et indivisibles de la taxe.

Article 4

La taxe d'ouverture est fixée au 1^{er} janvier 2020 à 8.444,58€ (taux 1). Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante de 2% conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
<u>Taux 1</u>	8.613,47€	8.785,74€	8.961,46€	9.140,68 €

La taxe d'ouverture est perçue au comptant contre la remise d'une preuve de paiement, à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un établissement mettant des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est une taxe unique, due pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition. Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 5

La taxe annuelle est fixée au 1^{er} janvier 2020 à 2.538,78€ par établissement (taux 2). Elle débute l'année qui suit celle du débit de la taxe d'ouverture ou à défaut à partir de la mise en application du présent règlement-taxe.

Ce taux sera majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante de 2% conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024
<u>Taux 2</u>	2.589,56€	2.641,35€	2.694,17€	2.748,06€

La taxe annuelle est due par voie de rôle pour l'année entière à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation, de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi Communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Sont exonérées de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 68 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de l'article 75 de la même loi.

Article 8

§1^{er}- En ce qui concerne la taxe annuelle, pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration par son espace personnel sur le site de l'Administration communale au *plus tard dans les dix jours* après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§2 - Toutefois, l'administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration

et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si, dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration.

Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration est néanmoins tenu de déclarer spontanément à l'administration communale les éléments nécessaires à la taxation, *au plus tard* dans les dix jours après l'ouverture de la nouvelle activité commerciale.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 11

La taxe d'ouverture est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, ou par paiement électronique au compte de la commune, au moment de la déclaration. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

La taxe annuelle est perçue par voie de rôle.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 14

§1^{er}- Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe d'ouverture.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 13

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2014.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 27 novembre 2019.

Par le Conseil:

Philippe Den Haene
Secrétaire Communal Adjoint

Cécile Jodogne
Bourgmestre ff-Présidente

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 27 november 2019

Voorwerp nr 25 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitster; HH. Vincent Vanhalewyn, Sadik Koksal, Schepenen; H. Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, H. Michel De Herde, Schepenen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, H. Thomas Eraly, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, H. Quentin van den Hove, Mevr. Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkouï, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. Philippe Den Haene, Adjunct gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Emin Ozkara, Taoufik Ben addi, Mevr. Claire Geraets, H. Yusuf Yildiz, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding - Aanslagjaren 2020 tot 2024 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 38 stem(men) tegen 5 en 0 onthouding(en).

Gezien het raadsbesluit van 17 december 2014 betreffende de belasting op het ter beschikking stellen aan het publiek van telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding, goedkeurt voor de aanslagjaren 2015 tot 2019;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van de raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat afgezien van het hierboven uiteengezette begrotingsbeginsel, het bedrag van de jaarlijkse belasting wordt gerechtvaardigd door de kosten in verband met het speciale toezicht en specifieke controlemaatregelen door de politiediensten die door deze activiteit worden gegenereerd enerzijds, en die met betrekking tot meer interventies van de gemeentelijke diensten in termen van netheid en openbare veiligheid anderzijds;

Overwegend dat dit type inrichting aanzienlijke overlast veroorzaakt: luidruchtige aankomst en vertrek van klanten, willekeurig parkeren in de buurt, kapotte flessen en ander zwerfvuil in de directe omgeving; dat deze verschillende elementen aanzienlijke kosten met zich meebrengen voor het bewaken en reinigen van het openbaar domein; het lijkt redelijk om sommige van deze kosten te verhalen bij de beheerders van de "phone shops";

Overwegende dat een teveel aan "phone shops" de kwaliteit en de aantrekkelijkheid van het winkelapparaat schaden en dat deze neerwaartse spiraal geremd moet worden door gerichte acties om een ommekeer teweeg te brengen op het vlak van verscheidenheid en kwaliteit van handelszaken. Daarom de belasting en in het bijzonder de openingsbelasting werd ingevoerd om het aantal vestigingen te reguleren;

Overwegende dat de ontvangsten die hieruit voortvloeien zouden bijdragen in de kosten voor het bestrijden van de overlast en zouden toelaten een doordacht lokaal economisch beleid te voeren in de handelskernen;

Overwegende dat de eigenaars van de panden zich bewust moeten zijn van het feit dat zij een grote medeverantwoordelijkheid dragen bij verhuur van hun eigendommen voor activiteiten die de openbare

orde verstoren, de netheid aantasten en het imago van het winkelapparaat schaden. Daarom worden zij solidair en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting;
Overwegende het feit dat indien de aangifteplicht en andere stappen niet worden nageleefd (afwezigheid van spontane aangifte binnen tien dagen na de opening van de nieuwe commerciële activiteit of onvolledige of onnauwkeurige aangifte), het raadzaam is om de persoon te onderwerpen aan een ambtshalve inkohiering met een verhoging van 50% van de belasting om de effectiviteit van deze belasting te verzekeren;

Ten slotte is de vrijstelling van artikel 7 gerechtvaardigd in het licht van de taken van openbare dienst die door elke operator van de universele dienst moeten worden verricht, waarbij de dienst wordt bepaald door vier beginselen: universaliteit (iedereen diensten aanbieden tegen betaalbare prijzen), gelijkheid (afwezigheid van discriminatie, met name op basis van lokalisatie, bijvoorbeeld), continuïteit (duurzaamheid van de dienst) en alomtegenwoordigheid (aanbod in het hele land);

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;
Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 november 2019 en het administratief dossier, welke in het bijzonder het vorige reglement bevat die de vestigingen belast die tegen betaling, telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen van het publiek;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Voor de dienstjaren 2020 tot 2024, wordt een openingsbelasting alsook een jaarlijkse belasting geheven op de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek die tegen betaling, telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen van het publiek.

Artikel 2

Voor de toepassing van onderhavig reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur worden verstaan, elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen (t.t.z.: telefoon, fax, modem, video, etc...).

Artikel 3

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zijn verschuldigd door de uitbater. De eigenaar van het handelsfonds en de eigenaar van het pand zijn hoofdelijk aansprakelijk en op een niet deelbare manier.

Artikel 4

De *openingsbelasting* is op 1 januari 2020 vastgesteld op 8.444,58€ (*voet 1*). Deze aanslagvoet zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2021	Dienstjaar 2022	Dienstjaar 2023	Dienstjaar 2024
Voet 1	8.613,47€	8.785,74€	8.961,46€	9.140,68 €

De openingsbelasting is contant verschuldigd tegen afgifte van een betalingsbewijs, bij iedere opening van een nieuwe commerciële activiteit die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking stelt van het publiek. Iedere wijziging van uitbater is equivalent aan een nieuwe commerciële activiteit. De openingsbelasting in een éénmalige belasting, verschuldigd voor het hele jaar, welke ook de datum weze van aanvang, stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar. Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 5

Dejaarlijkse belasting is op 1 januari 2020 vastgesteld op 2.538,78€ per vestiging (*voet 2*). Zij treedt in voege vanaf het jaar volgend op het verschuldigd zijn van de openingsbelasting of bij gebrek hieraan vanaf het in werking treden van onderhavig belastingreglement.

Deze aanslagvoet zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2021	Dienstjaar 2022	Dienstjaar 2023	Dienstjaar 2024
Voet 2	2.589,56€	2.641,35€	2.694,17€	2.748,06€

De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier, voor het hele jaar, beginnend op 1 januari van het dienstjaar, welke ook de datum weze van aanvang of stopzetting van de commerciële activiteit of de wijziging van uitbater tijdens het aanslagjaar.

Er wordt geen enkele terugbetaling of vergoeding toegestaan wat ook de reden is.

Artikel 6

In geval van een tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de vestiging, door een sanctie genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, zullen de uitbaters in toepassing van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet op geen enkele schadeloosstelling aanspraak kunnen maken.

Artikel 7

Zijn vrijgesteld van de belasting, de instellingen die universele diensten verstrekken krachtens artikel 68 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die hun hoedanigheid van operator kunnen bevestigen in de zin van artikel 75 van dezelfde wet.

Artikel 8

§1 - Wat betreft de jaarlijkse belasting, voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke

ruimte op de website van het gemeentebestuur dit *uiterlijk binnen de tien dagen* na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, zijn niettemin ertoe gehouden spontaan en op eigen initiatief aan het gemeentebestuur de vóór de belasting vereiste elementen mede te delen en dit *uiterlijk binnen de tien dagen* na de opening van een nieuwe commerciële activiteit.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 11

De openingsbelasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de gemeente, op het moment van de aangifte. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

De jaarlijkse belasting is verschuldigd per kohier.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 14

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de openingsbelasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2020 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 17 december 2014.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 27 november 2019.

Namens de raad :

Philippe Den Haene
Adjunct gemeentesecretaris

Cécile Jodogne
wnd Burgemeester-Voorzitster